



HAL
open science

La diffusion des produits de la recherche historique à l'âge du web 2.0, une étude de cas

Rygiel Philippe

► **To cite this version:**

Rygiel Philippe. La diffusion des produits de la recherche historique à l'âge du web 2.0, une étude de cas. Frédéric Claver; Serge Noiret. L'histoire contemporaine à l'ère numérique, Peter Lang, pp.253-260, 2013, 978-2-87574-048-9. hal-01154209

HAL Id: hal-01154209

<https://hal.science/hal-01154209>

Submitted on 4 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La diffusion des produits de la recherche historique à l'ère du Web 2.0. Une étude de cas Philippe Rygiel¹

«„was können wir wollen“, ist (...) das eigentliche Centralproblem aller Ethik», Max Wentscher
Ethik, 1902.

Je mène depuis assez longtemps en marge de mon parcours d'historien, pour l'essentiel consacré à l'histoire des migrations, une activité de micro-entrepreneur numérique. En marge veut dire ici, qu'elle fait pour moi partie de mes activités d'historien et que ses formes ne se comprennent qu'en référence aux objectifs des recherches historiques auxquelles elles sont liées et aux conditions de celles-ci. Cette activité a abouti à quelques réalisations². Ce n'est pas l'une d'elle cependant que je vais évoquer ici, mais une entreprise, ou un projet, qui échoue, ou du moins ne démarre pas et ne semble pas devoir le faire, pour des raisons qui ne tiennent pas d'ailleurs à des difficultés techniques ou à la complexité des dispositifs numériques les plus récents mais aux conditions sociales institutionnelles et politiques de la conduite de ce type de projet, occasion de réfléchir aussi au contexte de production des outils numériques, aussi déterminant quand il s'agit de les comprendre que les seules contraintes techniques.

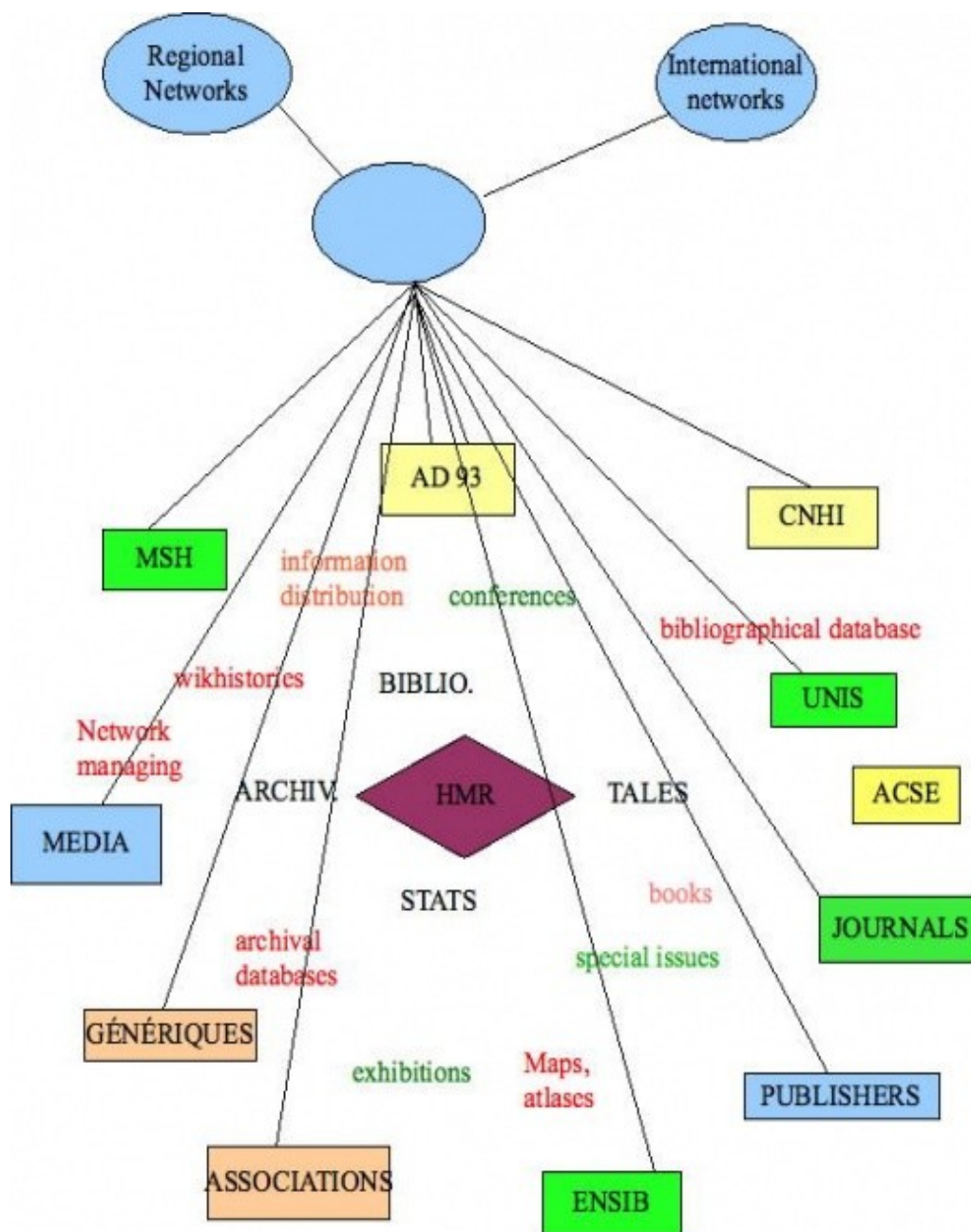
Tout part en dans le cas qui nous occupe d'une commande passée par un organisme public français, l'Acse (Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), sorte d'agence fédérale à la mode française, chargée de veiller à la cohésion sociale, ce qui inclut aujourd'hui la lutte contre les discriminations ou l'illettrisme. Dans un contexte très incertain, puisque ses missions, son périmètre, son organisation sont alors discutées et son existence en danger, l'agence, par l'intermédiaire de sa direction recherches lance une grande enquête dont le titre est *Histoire et mémoire des migrations en régions*. Les textes officiels présentant l'entreprise font d'elle le moyen d'accumuler un matériau et un savoir nourrissant des manifestations et des productions destinées à lutter contre les discriminations liées à l'origine en agissant sur les représentations de la population. La direction du programme, d'une durée de trois ans, est confiée à une équipe d'historien dont je fais partie. Celle-ci a pour charge de coordonner le travail de vingt-six équipes régionales, une par région programme, qui doivent chacune produire un récit de l'histoire de la présence étrangère dans le cadre de leur région, établir un état des sources disponibles, une recension des travaux consacrés à ce thème et particulièrement de la littérature grise et mettre enfin à disposition des chercheurs futurs un certain nombre de matériaux³.

Nous avons, au sein de la coordination scientifique de l'enquête décidé de préparer très en amont la valorisation des résultats de l'enquête et en particulier les dispositifs numériques permettant sa diffusion. Nous avons ainsi demandé aux chercheurs en région de procéder à une saisie aussi complète que possible des résultats des recensements concernant les populations étrangères (de 1851 à aujourd'hui), prôné la constitution d'une base bibliographique indexé permettant d'intégrer les documents produits par les équipes et souhaité que les descriptifs des sources soient le plus possibles normalisés de façon à pouvoir être intégrés facilement aux bases existantes. La répartition des tâches entre les différents acteurs est très tôt décidée et acceptée et un schéma de valorisation de l'enquête émerge (cf. graphique ci-dessous).

1 Centre d'histoire sociale du vingtième siècle (Université Paris I/CNRS), Équipe Réseaux Savoirs Territoires (ENS).

2 Voir par exemple, Philippe Rygiel, "Écrire et penser un site", in Éric Guichard (dir.), *Comprendre les usages d'Internet*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 2000.

3 Pour une présentation des résultats de l'enquête on verra, Anne Sophie Bruno et alli, «Histoire et mémoires des immigrations en région au XIXe et XXe siècle », *Hommes et Migrations*, 1273, mai-juin 2008, pp. 6-17.



Celui-ci a la particularité de prévoir une diffusion multivectorielle et multipublics, puisqu'il s'agit à la fois de permettre la diffusion de produits de l'activité scientifique réutilisables par des chercheurs, de toucher des publics non experts et de permettre une valorisation du travail effectué par les acteurs de l'enquête, d'où des discussions avec des acteurs du monde savant (en vert sur ce graphe) afin d'assurer la publications d'articles scientifiques, ou la réutilisation des matériaux (un travail cartographique est en cours à l'Ensib de Lyon à partir de certaines des données statistiques collectées au cours de l'enquête), avec des éditeurs afin de produire des ouvrages destinés à un public plus vaste, avec aussi un certain nombre d'acteurs associatifs associés en régions à la diffusion des résultats de l'enquête sous forme de conférences, d'expositions ou de manifestations réutilisant ce matériau.

Une association, constituée à la suite de l'enquête, regroupant des chercheurs ayant ou non participé à l'enquête avait pour mission de devenir l'interlocuteur des différents acteurs et de veiller particulièrement à la mise en place de ressources numériques assurant la réutilisation possible par le monde de la recherche des matériaux et résultats accumulés. Reliée à des réseaux internationaux consacrés aux mêmes thématiques, disposant éventuellement de relais régionaux, elle était censée, animée par un petit groupe de jeunes chercheurs ayant accepté d'en prendre la charge, assurer aussi

la diffusion des informations pertinentes au sein d'un milieu spécialisé et servir d'intermédiaire entre celui-ci et la demande d'expertise, importante dans ce champ, voire permettre, par le biais par exemple d'outils de type wiki, de produire collectivement des ressources.

L'instance nouvelle était dotée dès sa naissance de l'appui des chercheurs faisant autorité dans le champ, d'appuis institutionnel lui permettant de bénéficier de locaux, d'un serveur, et de temps ingénieur (un équivalent mi-temps). Le dispositif paraissait relativement solide, d'autant que la population savante censé nourrir le dispositif était relativement homogène, au point que l'on pouvait supposer la possibilité de définir une ontologie partagée, constituait pour partie un milieu d'interconnaissance, du fait en particulier des modalités du déroulement de l'enquête et travaillait un thème faisant l'objet d'une forte demande d'intervention. Le projet consistait de fait à doter cette communauté scientifique hors-sol, au sens où elle n'est pas directement identifiée à une institution d'un espace numérique ouvert et partagé permettant à la fois la circulation de l'information, la structuration du réseau et la production collective de matériaux savants.

Si cependant, deux ans après la fin officielle de l'enquête un certain nombre de livres, d'articles, de numéros de revues sont parus, si se sont déroulées manifestations officielles, conférences et colloques, les dispositifs numériques pensés n'ont pas vu le jour, non plus que le réseau social supposé les utiliser et les nourrir n'a émergé.

Ce qui m'a poussé à me pencher sur le pourquoi de cet non-apparition, outre un léger, quoique légitime sentiment de frustration est que cette entreprise avait été pensée très en amont en intégrant les contraintes matérielles techniques et politiques qui souvent condamnent à l'échec ce genre de projet. Celui-ci était doté de matériel, de compétences et d'appuis au sein d'institutions du champ garantissant a minima leur bienveillance et sa légitimité scientifique assurée par le patronage des spécialistes reconnus du champ.

Afin d'identifier les obstacles, qui se sont pour certains révélés jusqu'à aujourd'hui insurmontables, j'ai tenté d'une part de reconstituer les chaînes de traitement d'un certain nombre de matériaux et mené d'autre part une enquête assez rapide auprès des responsables des équipes régionales associés à l'enquête⁴. Celle-ci fait d'abord apparaître la difficulté pour celles-ci à prendre en charge de manière autonome la diffusion électronique des résultats de l'enquête, les initiatives locales se traduisant souvent par la mise en ligne d'un ou deux papiers au format pdf, en même temps que des attentes, fortes, mais assez vagues. Interrogé sur ce qui lui paraît souhaitable en la matière le responsable de l'une des régions répond ainsi : « Mise en ligne des rapports et aussi des résultats des dépouillements En effet, l'accès à la source paraît fondamental pour des analyses ultérieures. » La demande est de fait souvent celle de la mise à disposition de la donnée brute, rassemblée par les chercheurs, avant son traitement par ceux-ci. Les formes cependant qui permettraient de réaliser ce vœu sont tout aussi fréquemment assez mal appréhendées. Un autre responsable d'enquête, à la même question répondant : « Ce qui te (vous) semblera faisable, car je ne vois pas trop ce que ça peut recouvrir ».

La modestie culture informatique d'une large portion des chercheurs en sciences humaines permet de comprendre ce type de réponse et se révèle de fait à la source de plusieurs des blocages rencontrés. Une partie des matériaux numériques accumulés se sont ainsi révélés difficiles à exploiter. Certains parce que fournis en des formats impliquant un retraitement coûteux de ceux-ci, la généralisation du pdf en mode image, sans que soient toujours conservés les documents maîtres, considérés comme de simples brouillons, se révèle en l'occurrence avoir des effets secondaires assez désastreux. D'autres, les tableaux de données statistiques par exemple, apparaissent au final trop peu normalisés, leur collecte ayant été confiée à des prestataires extérieurs ou à des étudiants sans qu'un contrôle de qualité suffisant ait été effectué en cours d'enquête, sa finalité n'apparaissant pas nécessairement ni aux chercheurs ni aux personnes chargées de la saisie et les indications

4 Ces entretiens se sont déroulés par mail au cours de l'été 2009. Un courrier adressé à chacun des vingt-six responsables d'équipes régionales demandait à chacun quel dispositif de valorisation électronique avait été élaboré en région, et quels étaient leurs souhaits et leurs suggestions dans la perspective de la mise en ligne d'un serveur en partie destiné à assurer la diffusion de l'ensemble des résultats et matériaux accumulés au cours de l'enquête. Toutes les citations d'entretiens qui figurent dans les lignes ci-dessous proviennent de ces conversations électroniques. Nous avons simplement, du fait du faible nombre de répondants, anonymé leurs propos.

données par la coordination de l'enquête ayant été trop imprécises. Ce n'est pas d'abord ou surtout négligence de la part des uns et des autres, mais ignorance d'une part des contraintes que font peser en termes de format et de structuration des données des procédures automatiques d'importation et de traitement des données et oubli d'autre part de ce que les normes de fabrication d'un document numérique doivent être très précisément détaillées, plus encore quand participe à celle-ci des opérateurs qui ne font pas partie d'une micro-communauté ayant ses habitudes et ses évidences.

À ces problèmes de qualité des matériaux se sont ajoutés de vraies difficultés de communication entre ingénieurs et chercheurs, liées là encore à l'absence d'une culture commune permettant aux uns de formuler des demandes autrement que sous forme d'attentes assez vagues et sans prise en compte de l'horizon des possibles, aux autres de proposer des dispositifs adaptés aux besoins et aux pratiques de leurs interlocuteurs. Étant donné les difficultés évoqués précédemment surgissant lors d'interactions entre chercheurs d'un même champ participant ou non d'une culture de production numérique, cela ne doit guère surprendre. De fait les projets de production de ressources numériques durables en sciences humaines qui parviennent à leur fin bénéficient souvent de la présence de passeurs, participant des différentes cultures et qui assurent souvent une fonction de truchement et/ou de médiateurs. La difficulté provient de ce que de tels profils sont encore rares, résultant souvent de hasard biographiques et qu'en l'espèce nous avons mis en présence des chercheurs disposant d'une forte compétence disciplinaire et un compétent informaticien de métier, qui, au sens propre du monde et sans mauvaise volonté des acteurs, avaient toutes les peines du monde à s'entendre et à se comprendre.

À ces facteurs, qui renvoient pour une large part au mode de participation des chercheurs en sciences humaines à la culture numérique, s'en ajoutent d'autres, lié à la structure du champ académique. Dans un contexte d'hyper-concurrence où les postes sont rares, les acteurs académiques sont tentés de maximiser les profits symboliques de leur activité de recherche et dans le champ des sciences humaines, et particulièrement de l'histoire, demeurent particulièrement valorisées les publications papiers et les oeuvres singulières, ce qui rend incertaine la rentabilité d'un investissement dans le travail collectif ou la production de formes savantes (un site, une base de données, un logiciel), non encore validées comme telles, ou bien, pour les plus en lisères de la sphère académique contraint à accepter les tâches assurant immédiatement espèces sonnantes et trébuchantes. S'est ajouté à cela, en ce cas particulier, les réticences des équipes et/ou des partenaires éditoriaux à permettre la diffusion sous forme numérique de rapports dont il était craint qu'elle puisse nuire à la viabilité ou à la rentabilité des ouvrages élaborés à partir de ceux-ci.

À ces logiques, qui ne sont pas spécifique au cas envisagé, s'ajoutent quelques effets de contexte, lié aux transformations de l'agence à l'origine de l'enquête. Profondément transformée dans le cadre de la réforme général des politiques publiques elle a perdu une partie de ses effectifs, ses missions redéfinies et son organisation modifiée. Alors que le coeur de son activité était, au moment du lancement de l'enquête, l'immigration et l'intégration des populations étrangères, elle tend aujourd'hui à devenir une agence de la cohésion sociale, pour laquelle les problématiques de l'immigration ne sont plus centrales. Elle n'a de plus plus vocation à être un opérateur de recherche, ce qui se traduit par la disparition de la direction recherche directement à l'origine de l'enquête, remplacée par un division diagnostic placée sous la responsabilité de la direction communication. Sur le terrain ces changements se traduisent par la disparition des personnels qui avaient assuré le suivi du travail et la difficulté à en trouver de nouveaux au sein de la structure. Le directeur de l'enquête pour la région C note ainsi que : « Pour les supports électroniques, je ne sais, mais je suis pessimiste... d'autant que les rapports sont longs. L'Acse (...) n'arrétant pas de se restructurer, je n'ai plus de nouvelles, M. étant parti. », ce qui, le plan de diffusion des résultats de l'enquête n'ayant pas prévu, faut de possibilités de le faire, de solution de remplacement en cas de retrait de l'un des partenaires, a posé parfois de délicats problèmes d'accès aux données et aux rapports d'enquête, l'institution les ayant commandés dans le cadre d'un marché public demeurant propriétaire de celles-ci et en a donc été le premier dépositaire. Les transformations de celui-ci et le départ d'une partie des personnels associé à cette entreprise a eu ici pour effet la perte d'un certain nombre d'information ou de partie des matériaux réunis dont de ce fait aucune collection complète n'existe

plus au niveau national. Il a pu résulter également de cet état de fait une certaine incertitude quant au cadre juridique d'une diffusion électronique des résultats d'une enquête, demeurant propriété d'un établissement qui n'entendait plus y participer lui-même et s'en désintéressait quelque peu.

En somme le projet a souffert des difficultés habituellement rencontrées par toute entreprise de ce type, en particulier dans le cas français, la faiblesse de la culture numérique des chercheurs en sciences humaines, dont les effets sont multiples, la faible validation accordée par les institutions universitaires à l'élaboration de ressources numériques, la difficulté à trouver des porteurs de projet participant tant d'une culture disciplinaire que d'une culture informatique, les effets de tout cela étant ici aggravés par l'instabilité d'un contexte institutionnel soumis à des transformations brutales du fait d'évolution macro-politiques sur lesquelles les acteurs de terrain avaient par définition peu de prise. Il ne suffit pas en somme pour faire société d'un serveur, d'un ingénieur et d'une communauté d'expertise tant il est vrai que le dispositif numérique exprime autant qu'il facilite des arrangements sociaux complexes et dynamique qui lient des individus et des institutions hétérogènes tant par leurs logiques d'action que par les ressources et compétences dont elles disposent. Une autre façon de le dire, ou une conséquence de cela, est que la complexité même de ces arrangements, autant que la diversité des compétences requises supposent à la fois une conduite de projet, que rien d'ailleurs n'empêche d'être démocratique, et une forte division du travail, à rebours de ce que laissent penser nombre de discours associés à internet, qui exaltent la spontanéité et l'absolue égalité fonctionnelle des acteurs.

Il en découle je crois, pour les acteurs de ce qui est appelé en ce moment les humanités numériques, quelques impératifs stratégiques. Le premier concerne la formation, celle des futurs chercheurs dont il est plus que souhaitable qu'ils possèdent les rudiments d'une culture informatique, non pas sans doute pour concevoir eux mêmes leurs outils, mais afin d'être capable de négocier leur élaboration en concertation avec des techniciens et des ingénieurs compétents. La remarque n'est pas nouvelle, elle demeure d'actualité au regard de la modestie des dispositifs d'enseignement adaptés à ces fins dans les universités françaises. Nous aurons besoin aussi de médiateurs, indispensables à la conduite de projets de ce type et disposant aussi bien d'une réelle culture disciplinaire que de solides compétences informatiques. Des formations susceptibles de fournir de tels profils apparissent depuis quelques années en France et il faut souhaiter que d'autres émergent, il faudra un peu de temps cependant pour que leurs produits soient opérationnels. Surtout l'expérience des dernières décennies le montre, la validation des compétences de ces spécialistes de l'ingénierie en sciences humaines, et de leur contribution pose encore problème. Les personnels qui ont assumé ce type de fonctions dans les institutions scientifiques l'ont souvent fait en sus de leurs obligations et occupé les marges, du monde savant, recrutés pour des contrats de courte durée dans le cadre de programmes de recherches, ou bien incapables de devenir ni enseignant chercheur ni ingénieur de recherche parce que trop peu pointus pour être considérés comme des informaticiens et ne produisant pas assez de dispositifs savants respectant les formes canoniques pour obtenir une reconnaissance disciplinaire. Il en est résulté un certain nombre de départs ou, la fatigue aidant, de retraits, ce qui a parfois gêné transmission et capitalisation des expériences et des savoirs-faire. La réflexion sur ce point est ouverte et dépasse largement le cadre de ce papier, reste qu'il entend souligner qu'une réflexion sur les humanités numériques et les possibles qu'elles ouvrent ne peut ignorer la question de la formation et du statut de ses agents.